

Burundi : des experts de l'ONU exhortent le gouvernement à protéger les civils

@rib News, 01/12/2016 â€“ Source UN News Centre Le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) a demandé mardi au gouvernement du Burundi de prendre des mesures rapides et efficaces pour protéger les civils, notamment l'admission immédiate d'un contingent de la police des Nations Unies pour surveiller la situation en matière de sécurité et de droits humains dans le pays. Le fait que les milices armées intimident ouvertement les gens démontre à la réticence ou l'incapacité du gouvernement à protéger les civils à, a souligné le Comité dans une décision rendue dans le cadre de sa procédure d'alerte rapide et d'action urgente.

Le Comité a également exprimé sa profonde préoccupation à l'égard d'un questionnaire de la fonction publique publié le 8 novembre et demandant aux fonctionnaires d'indiquer leur appartenance ethnique. Compte tenu du passé du Burundi, ce questionnaire à pourrait susciter la peur et une plus grande méfiance parmi la population, et pourrait être extrêmement dangereux s'il est mal utilisé à, a déclaré la présidente du CERD, Anastasia Crickley. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a également exprimé sa profonde préoccupation concernant les informations faisant état de meurtres, d'exécutions sommaires, de disparitions et de tortures; l'utilisation fréquente de discours de haine par des fonctionnaires; et le nombre croissant de Burundais fuyant le pays. Le CERD a déploré le manque de coopération du Burundi avec la communauté internationale et a demandé au gouvernement de rouvrir le dialogue avec le Bureau des droits de l'homme de l'ONU. Il a aussi demandé au gouvernement de respecter les obligations du Burundi en matière de droits de l'homme, y compris celles découlant de la Convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale.   Le CERD a mis en place une procédure d'alerte rapide en réponse aux conflits du début des années 1990, notamment dans la région des Grands Lacs, pour éviter que des problèmes ou des crises ne se traduisent par des conflits et surtout pour empêcher les blessures des anciens conflits de se rouvrir à, a dit Mme Crickley.   C'est pourquoi nous avons exprimé notre inquiétude en août de cette année et c'est pourquoi nous nous exprimons de nouveau à.   Nous demandons au gouvernement de prendre du recul par rapport à toute action risquant de provoquer un conflit ethnique et qui pourrait même être un précurseur d'atrocités de masse à, a encore dit Mme Crickley.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});